



## VIVA EVO! Morales renversé, mais le socialisme bolivien résistera

Par [Andre Vltchek](#)

Mondialisation.ca, 18 novembre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)  
Thème: [Histoire et Géopolitique](#), [Services de renseignements](#)

Ils se sont engagés à le faire, et ils l'ont fait - seigneurs féodaux boliviens, magnats des médias et autres « élites » traîtres - ils ont renversé le gouvernement, brisé l'espoir et interrompu un processus socialiste extrêmement réussi dans ce qui était autrefois un des pays les plus pauvres d'Amérique du Sud.

Un jour, ils seront maudits par leur propre nation. Un jour, ils seront jugés pour sédition. Un jour, ils devront révéler qui les a formés, qui les a employés, qui les a transformés en bêtes sans scrupules. Un jour ! Bientôt, j'espère.

Mais maintenant, Evo Morales, Président légitime de la Bolivie, élu encore et encore par son peuple, quitte son pays bien-aimé. Il traverse les Andes, s'envole loin, vers le Mexique fraternel, qui lui a tendu sa belle main et lui a offert l'asile politique.

C'est maintenant. Les rues déchaînées de La Paz sont couvertes de fumée, pleines de soldats, tachées de sang. Des gens disparaissent. Ils sont détenus, battus et torturés. Des photos d'hommes et de femmes autochtones, agenouillés, face aux murs, les mains attachées dans le dos, commencent à circuler sur les médias sociaux.

El Alto, jusqu'à récemment encore un lieu d'espoir, avec ses aires de jeux pour enfants et ses élégants téléphériques reliant les communautés autrefois pauvres, commence à perdre ses fils et ses filles autochtones. Les batailles font rage. Le peuple charge contre les oppresseurs, porte des drapeaux, meurt.

Une guerre civile, ou plus précisément, une guerre pour la survie du socialisme, une guerre contre l'impérialisme, pour la justice sociale, pour les peuples indigènes. Une guerre contre le racisme. Une guerre pour la Bolivie, pour sa formidable culture précoloniale, pour la vie ; la vie telle qu'elle est perçue dans les Andes, ou au plus profond de la forêt tropicale sud-américaine, pas telle qu'on la voit à Paris, Washington ou Madrid.

L'héritage d'Evo Morales est tangible et facile à comprendre.

Pendant près de 14 ans au pouvoir, tous les indicateurs sociaux de la Bolivie ont atteint des sommets. Des millions de personnes ont été arrachées à la pauvreté. Des millions de personnes ont bénéficié de soins médicaux gratuits, d'une éducation gratuite, de logements subventionnés, d'infrastructures améliorées, d'un salaire minimum relativement élevé, mais aussi de la fierté qui a été rendue à la population autochtone, qui constitue la majorité dans ce pays féodal historique gouverné par des « élites » corrompues et impitoyables, des

descendants de conquistadors espagnols et des « chercheurs d'or » européens.

Evo Morales a officialisé les langues aymara et quechua, au même titre que l'espagnol. Il a rendu les gens qui communiquent dans ces langues, égaux à ceux qui utilisent la langue des conquérants. Il a rendu sa grandeur à la culture indigène - ce qui en a fait le symbole de la Bolivie et de toute la région.

Finis le baiser croisé chrétien (regardez les croix qui réapparaissent, tout autour de Jeanine Añez, d'allure si européenne, qui s'est emparée du pouvoir, « temporairement » mais toujours dans l'illégalité). Au lieu de cela, Evo se rendait, au moins une fois par an, à Tiwanaku, « *la capitale du puissant empire préhispanique qui dominait une grande partie des Andes méridionales et au-delà, atteignant son apogée entre 500 et 900 de notre ère* », selon l'UNESCO. C'est là qu'il cherchait la paix spirituelle. C'est de là que vient son identité.

Finis la vénération de la culture colonialiste et impérialiste occidentale, du capitalisme sauvage.

C'était un monde nouveau, avec des racines anciennes et profondes. C'est là que l'Amérique du Sud s'est regroupée. Ici, et dans l'Équateur de Correa, avant que Correa et ses croyances ne soient purgés et chassés par le traître Moreno.

Qui plus est, avant le coup d'État, la Bolivie ne souffrait pas de la chute de l'économie ; elle allait très bien, extrêmement bien. Elle était en pleine croissance, stable, fiable, confiante.

Même les propriétaires de grandes entreprises boliviennes, s'ils se souciaient un peu de la Bolivie et de son peuple, avaient d'innombrables raisons de se réjouir.



Parmi les projets d'infrastructure sous Morales, on peut citer le réseau de téléphériques reliant La Paz à El Alto

Mais la communauté bolivienne des affaires, comme dans tant d'autres pays d'Amérique

Latine, est obsédée par le seul et unique « indicateur » : « combien de plus, combien peut-elle avoir au-dessus de la moyenne des citoyens ». C'est l'ancienne mentalité des colonialistes, une mentalité féodale et fasciste.

Il y a des années, j'ai été invité, à La Paz, à dîner par une vieille famille de sénateurs et de propriétaires de médias de masse. Sans honte, sans peur, ouvertement, ils parlaient, même s'ils savaient qui j'étais :

« Nous nous débarrasserons de ce bâtard indigène. Pour qui se prend-il ? Si nous perdons des millions de dollars dans ce processus, comme nous l'avons fait en 1973 au Chili et maintenant au Venezuela, nous le ferons quand même. Rétablir notre ordre est la priorité« .

Il n'y a absolument aucun moyen de raisonner ces gens. Ils ne peuvent être apaisés, seulement écrasés ; vaincus. Au Venezuela, au Brésil, au Chili, en Équateur ou en Bolivie. Ils sont comme des rats, comme des maladies, symboles du fascisme comme dans le roman « *La Peste* » d'Albert Camus. Ils peuvent se cacher, mais ils ne disparaissent jamais complètement. Ils sont toujours prêts à envahir, sans prévenir, une ville heureuse.

Ils sont toujours prêts à unir leurs forces à celles de l'Occident, car leurs racines sont en Occident. Ils pensent exactement comme les conquérants européens, comme les impérialistes nord-américains. Ils ont une double nationalité et des foyers dispersés dans le monde entier. Pour eux, l'Amérique Latine n'est qu'un endroit où vivre, piller les ressources naturelles, exploiter le travail. Ils volent ici et dépensent de l'argent ailleurs, éduquent leurs enfants ailleurs, font leurs chirurgies (plastiques et réelles) ailleurs. Ils vont à l'opéra à Paris mais ne se mêlent jamais aux indigènes chez eux. Même si, par miracle, ils rejoignent la gauche, c'est la gauche occidentale, anarcho-syndicaliste d'Amérique du Nord et d'Europe, jamais la gauche réelle, anti-impérialiste, révolutionnaire des pays non européens.

Ils n'ont pas besoin du succès de la nation. Ils ne veulent pas d'une grande Bolivie prospère ; la Bolivie pour tous ses citoyens.

Ils ne veulent que des entreprises prospères. Ils veulent de l'argent, du profit ; pour eux-mêmes, pour leurs familles et leurs clans, pour leur groupe de bandits. Ils veulent être vénérés, considérés comme « exceptionnels », supérieurs. Ils ne peuvent pas vivre sans ce fossé – le grand fossé qui les sépare de ces « sales Indiens », comme ils appellent les peuples indigènes, quand personne ne les entend !





Un vaste projet de logements sociaux à EL Alto, l'un des nombreux réalisés pendant la présidence de Morales

Et c'est pourquoi, la Bolivie doit se battre, se défendre, comme elle commence à le faire en ce moment même.

Si ce qui arrive à Evo et à son gouvernement est « la fin », alors la Bolivie sera retardée de plusieurs décennies. Des générations entières pourront à nouveau, en désespoir de cause, dans des cabanes rurales faites d'argile, sans eau ni électricité, et sans espoir.

Les « élites » parlent maintenant de « paix », de paix pour qui ? Pour eux ! La paix, comme c'était le cas avant Evo ; la « paix » pour que les riches puissent jouer au golf et faire du shopping à Miami et à Madrid, alors que 90% de la population se faisait frapper, humilier, insulter. Je me souviens de cette « paix ». Le peuple bolivien s'en souvient encore mieux.

J'ai couvert la guerre civile au Pérou voisin, pendant plusieurs années, dans les années 90, et je suis souvent passé en Bolivie. J'ai écrit tout un roman à ce sujet - « Point of No Return ». C'était une horreur absolue. Je ne pouvais même pas emmener mes photographes locaux à un concert ou prendre un café dans un endroit décent, parce que c'étaient des cholos, des indigènes. Ils n'étaient personne dans leur propre pays. C'était l'apartheid. Et si le socialisme ne revient pas, ce sera l'apartheid une fois de plus.

La dernière fois que je suis allé en Bolivie, il y a quelques mois, c'était un pays totalement différent. Libre, confiant. Étourdissant.

En me souvenant de ce que j'ai vu en Bolivie et au Pérou, il y a un quart de siècle, je déclare, clairement et résolument : « Au diable cette « paix », proposée par les élites ! »

Bien entendu, rien de tout cela n'est mentionné dans les médias occidentaux. Je les surveille, du *New York Times* à *Reuters*. Aux États-Unis, au Royaume-Uni et même en France. Leurs yeux brillent. Ils ne peuvent pas cacher leur excitation, leur euphorie.

Ce même *NYT* a célébré les massacres lors du coup d'État militaire orchestré par les États-Unis en Indonésie en 1965-66 ou au Chili le 11-09-1973.

Maintenant, la Bolivie, comme on pouvait s'y attendre. Des grands sourires dans tout l'Occident. Encore une fois, et encore, les « conclusions » de l'OEA (Organisation des États Américains) sont citées comme s'il s'agissait de faits ; « les conclusions » d'une organisation qui est pleinement soumise aux intérêts occidentaux, en particulier ceux de Washington.

C'est comme s'ils disaient : « Nous avons la preuve qu'il n'y a pas eu de coup d'État parce que ceux qui l'ont organisé disent que cela n'a pas eu lieu ».

\*

À Paris, le 10 novembre, en plein milieu de la Place de la République, une foule immense de Boliviens traîtres s'est rassemblée pour exiger la démission d'Evo. J'ai filmé et photographié ces gens. Je voulais avoir ces images en ma possession, pour la postérité.

Ils vivent en France, et leurs allégeances vont à l'Occident. Certains sont même d'origine européenne, alors que d'autres sont indigènes.

Il y a des millions de Cubains, de Vénézuéliens, de Brésiliens, qui vivent aux États-Unis et en Europe et qui travaillent sans relâche pour la destruction de leurs anciennes patries. Ils le font pour faire plaisir à leurs nouveaux maîtres, pour faire du profit, ainsi que pour diverses autres raisons.

Ce n'est pas la paix. C'est une guerre terrible et brutale, qui a déjà coûté la vie à des millions de personnes, rien qu'en Amérique Latine.

Ce continent possède la richesse la plus inégalement répartie de la planète. Des centaines de millions de personnes vivent dans la misère. Tandis que d'autres, fils et filles ou écume féodale bolivienne, sont à la Sorbonne et à Cambridge, pour se conditionner intellectuellement, afin de servir l'Occident.

Chaque fois, et je le répète chaque fois, qu'un gouvernement honnête et décent est élu démocratiquement par le peuple, chaque fois qu'il y a quelqu'un qui a inventé une solution brillante et un plan solide pour améliorer cette terrible situation, l'horloge commence à sonner. Les années (parfois même les mois) du leader sont comptées. Il ou elle sera soit tué(e), soit évincé(e), soit humilié(e) et forcé(e) de quitter le pouvoir.

Le pays retourne alors littéralement dans la merde, comme cela s'est produit tout récemment en Équateur (sous Moreno), en Argentine (sous Macri) et au Brésil (sous Bolsonaro). Le statu quo brutal est préservé. La vie de dizaines de millions de personnes est ruinée. Le retour de la « Paix ». Pour le régime occidental et ses laquais.

Puis, alors qu'un pays violé crie de douleur, d'innombrables ONG internationales, agences de l'ONU et organisations de financement s'y rendent, soudainement déterminées à « aider les réfugiés », à maintenir les enfants dans les classes, à « autonomiser les femmes » ou à lutter contre la malnutrition et la faim.

Rien de tout cela ne serait nécessaire, si les gouvernements élus qui servent leur peuple étaient laissés tranquilles ; laissés en paix !



Toute cette hypocrisie malade et pathétique n'est jamais discutée, publiquement, par les médias de masse. Tout ce terrorisme occidental déchaîné contre les pays progressistes d'Amérique Latine (et des dizaines d'autres pays, partout dans le monde), est étouffé.

Assez, c'est assez !

L'Amérique Latine se réveille à nouveau. Le peuple est indigné. Le coup d'État en Bolivie fera l'objet d'une résistance. Le régime de Macri est tombé. Le Mexique marche dans une direction prudemment socialiste. Le Chili veut récupérer son pays socialiste, un pays qui a été écrasé par des bottes militaires en 1973.



**MÈRE ET ENFANTS** : Pour la première fois depuis des siècles, Morales a permis aux Boliviens autochtones de vivre dans la dignité, en tant que membres égaux de la société

Au nom du peuple, au nom de la grande culture indigène et au nom de tout le continent, les citoyens boliviens résistent, luttent, affrontent les forces fascistes et pro-occidentales.

Le langage révolutionnaire est de nouveau utilisé. Il est peut-être démodé à Paris ou à Londres, mais pas en Amérique du Sud. Et c'est ce qui compte - ici !

Evo n'a pas perdu. Il a gagné. Son pays a gagné. Sous sa direction, c'est devenu un pays merveilleux, un pays plein d'espoir, un pays qui offrait de grandes perspectives à des centaines de millions de personnes dans toute La Patria Grande. Tout le monde au sud du Rio Grande le sait. Le merveilleux Mexique, qui lui a donné l'asile, le sait aussi.

Evo a gagné. Et puis, il a été expulsé de force par les militaires traîtres, par des hommes d'affaires traîtres, par des propriétaires fonciers féodaux et par Washington. Evo, sa famille et ses camarades ont été brutalisés par ce chef paramilitaire d'extrême droite - Luis Fernando Camacho - qui se dit chrétien ; brutalisés par lui et par ses hommes et femmes.

La Bolivie se battra. Elle ramènera son président légitime à sa place : au palais présidentiel.

L'avion qui emmène Evo au Mexique, au nord, le ramène chez lui, en Bolivie. C'est un grand, grand détour. Des milliers de kilomètres, des mois, voire des années... Mais à partir du moment où l'avion a décollé, l'immense et épique voyage de retour à La Paz a commencé.

Le peuple bolivien n'abandonnera jamais son Président. Et Evo est, pour toujours, lié à son peuple. Et vive la Bolivie, bon sang !

Andre Vltchek

Article original en anglais :



[Evo Overthrown, But Bolivian Socialism Will be Victorious!](#)

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Andre Vltchek](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Andre Vltchek](#)

### A propos :

Andre Vltchek is a philosopher, novelist, filmmaker and investigative journalist. He covered wars and conflicts in dozens of countries. His latest books are: "Exposing Lies Of The Empire" and "Fighting Against Western Imperialism". Discussion with Noam Chomsky: On Western Terrorism. Point of No Return is his critically acclaimed political novel. Oceania - a book on Western imperialism in the South Pacific. His provocative book about Indonesia: "Indonesia - The Archipelago of

Fear”. Andre is making films for teleSUR and Press TV. After living for many years in Latin America and Oceania, Vltchek presently resides and works in East Asia and the Middle East. He can be reached through his website or his Twitter.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)